

Initiatives ministérielles

monde où l'équité en matière d'emploi a été adoptée, on constate qu'en Californie et en Ontario, par exemple, elle est maintenant rejetée. Pourquoi cela? Parce qu'elle ne fonctionne pas, elle est discriminatoire et elle entraîne des divisions sociales incroyables au sein des populations qu'elle est censée aider.

Ce n'est pas ce que nous voulons au Canada. Nous voulons un pays où tout le monde est traité de la même façon, où tout le monde avance selon ses mérites et où tout le monde peut regarder son voisin en face, avec respect et admiration mutuels, parce qu'il est son égal.

Nous ne voulons pas d'un Canada qui adopte des politiques qui divisent la population en groupes opposés les uns aux autres. Il y a trop longtemps que nous agissons de cette façon. Je mets au défi les gens du gouvernement d'aller dans la rue et de demander aux gens qui travaillent ce qu'ils en pensent. Tragiquement, c'est la situation. Dans un pays aussi beau que le nôtre, un pays qui, historiquement, a fait un travail admirable d'intégration des nombreux groupes ethniques dans un environnement pacifique, nous ne devrions pas avoir une mesure comme celle-là. Tous les Canadiens devraient être fiers de leur pays tel qu'il est, parce que bien peu de pays dans le monde ont la même chose.

L'équité en matière d'emploi cherche également à imposer des quotas. Quoi qu'en disent les députés de la majorité, équité en matière d'emploi signifie quotas. Elle signifie chiffres. N'importe quel employeur vous dira que c'est ce à quoi on l'oblige.

Le malheur c'est que l'équité en matière d'emploi amène aussi la question du travail de valeur égale. C'est une notion artificielle qui amène le gouvernement à essayer de déterminer combien rémunérer un type de travail en comparaison d'un autre entièrement différent. Comment, dans un pays, dans une économie, devrait-on déterminer la valeur d'un travail? La seule place légitime pour décider combien rémunérer un travail, c'est le marché libre. Le pouvoir gouvernemental ne peut pas décider de ce genre de chose. Dans une économie libre, c'est le marché qui doit en décider. Toute autre solution est extrêmement destructive.

• (1740)

Les gouvernements doivent se concentrer sur les lois antidiscriminatoires. Le débat qui a eu lieu il y a quelques minutes opposait mon collègue à un député de la majorité. Ce que j'ai trouvé très intéressant c'est qu'ils défendaient tous les deux le même point. Nous voulons tous des lois qui soient antidiscriminatoires et nous estimons que le rôle du gouvernement est de faire en sorte que ces lois existent et qu'elles soient appliquées.

Le deuxième rôle du gouvernement est de faire appliquer l'égalité d'accès. C'est impératif, particulièrement pour ceux qui sont les moins bien placés dans notre société pour profiter de l'égalité d'accès. C'est l'une des lacunes que nous voyons. Bien des gens des couches socio-économiques inférieures n'ont pas cette chance. Il est important que nous la leur offrions afin qu'ils puissent donner le meilleur d'eux-mêmes. Tel est le rôle légitime du gouvernement. Nous de ce parti y travaillerons très énergiquement et collaborerons avec les ministériels à l'élaboration de

plans et de mesures législatives solides pour créer tout plein de possibilités pour nos concitoyens.

Il s'agit ensuite d'assurer l'équité. Il importe peu que l'on soit noir, brun, picoté, autochtone, homme, femme, juifs, chrétien, musulman ou hindou. Cela n'a pas d'importance. Ce qui compte, c'est que les lois et les possibilités d'emploi soient les mêmes pour tous.

Le député a invoqué le cas de gens qui sont victimes de discrimination au moment de l'embauche. C'est également notre avis. Nous sommes tout à fait d'accord pour qu'on applique les lois chez nous de façon qu'une personne qui présente une demande d'emploi soit traitée selon ses compétences et son mérite.

Le troisième rôle du gouvernement, c'est de créer des compétences. Le plus tragique, c'est que nous avons été témoins très récemment de compressions dans l'enseignement postsecondaire. Nous comprenons parfaitement que le gouvernement et tous les gouvernements du pays sont confrontés à des problèmes financiers. Il y a cependant moyen de contourner la difficulté. On peut procéder à des coupes dans le budget fédéral tout en donnant aux provinces la capacité de mobiliser des fonds pour l'éducation. On ne peut pas bâtir une économie forte et doter nos citoyens des compétences qui leur seront nécessaires pour trouver un emploi au XXI^e siècle si on n'arrive pas à leur offrir des possibilités d'accès à l'enseignement.

Le facteur décisif dans l'obtention d'un emploi, c'est les études postsecondaires. Il est important que nous encourageons les établissements d'enseignement postsecondaire à bien comprendre les besoins de l'économie de demain. Nous devons offrir aux établissements d'enseignement le moyen de communiquer ces besoins économiques aux étudiants, surtout ceux du niveau secondaire, pour qu'ils puissent préparer leur avenir.

J'espère que nous ne poursuivrons pas la notion d'équité en matière d'emploi. Elle s'est soldée par un échec dans d'autres régions du monde. Elle est discriminatoire. C'est un exemple tragique de la sociologie appliquée d'Orwell, un genre de sociologie appliquée dont nous n'avons pas besoin au Canada.

Nous sommes très sensibles aux besoins des personnes défavorisées. Le député a mentionné la situation critique des autochtones. J'ai travaillé avec beaucoup d'autochtones dans les circonstances les plus tragiques et les plus pénibles qui soient. Ce qu'ils doivent endurer me fend le coeur. Il est très important que nous comprenions que, sur le plan historique, nous avons créé un État-providence institutionnalisé où l'âme de ces personnes s'est perdue. Il est important que nous nous penchions sur leurs besoins avec sensibilité et que nous leur offrions les compétences et les perspectives qui leur permettront de briser le joug de la pauvreté et de la discrimination qui les écrase depuis si longtemps.

Cependant, il n'incombe pas au gouvernement de pousser des gens vers des emplois en fonction de leurs caractéristiques. J'espère que le gouvernement prendra cela à coeur. J'espère que le ministre des affaires autochtones s'engagera dans des activités qui aideront ces personnes à s'aider elles-mêmes. J'espère que nous pourrons créer un pays exempt de préjugés, plein de perspectives, où les Canadiens seront traités également et où nous